

Face à la xénophobie et à la politique du pilori Contre la haine et l'infamie Pour vivre ensemble autrement

A l'initiative d'un Président de la République, qui n'hésite pas à faire feu de tout bois, des propos qui étaient jusqu'à présent l'apanage de l'extrême droite, montrent du doigt des communautés et des groupes sociaux entiers, stigmatise les Roms, les Gens du voyage, les étrangers, les Français qui ne sont pas « de souche », les parents d'enfants délinquants...etc.

En quelques jours, les plus hautes autorités de l'Etat sont passées de l'exploitation des préjugés contre les Gens du voyage à une relation, désormais proclamée, entre immigration et délinquance, puis à la remise en cause de la nationalité française dans des termes inédits depuis 1945. Ce qui est à l'œuvre dans cette démarche s'inscrit dans une logique de désintégration sociale porteuse de graves dangers.

Cette attitude, est politiquement insupportable parce quelle tente de faire oublier les vrais débats de société et de contourner la colère des travailleurs contre les mesures d'austérité, en particulier contre le projet de casse de notre système de retraite et la remise en cause de la retraite à 60 ans.

Cette attitude est socialement dangereuse parce qu'elle met délibérément en cause les principes républicains qui fondent l'égalité, alors qu'un nouvel épisode de la crise du système capitaliste, d'une extrême gravité, menace la cohésion sociale de la société tout entière.

Il ne s'agit plus du débat légitime en démocratie sur la manière d'assurer la sûreté publique dans la cité, mais bien d'une volonté de désigner comme a priori dangereuses des millions de personnes à raison de leur origine ou de leur situation sociale.

Nous ne devons permettre à personne, fut-il un élu de la Nation, de violer les principes les plus élémentaires sur lesquels la République s'est construite.

Rappelons avec force l'article 1er de la Constitution qui « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion », et que toute proposition qui méconnaîtrait cette règle fondatrice de la démocratie constitue une atteinte à la paix civile.

Il ne s'agit plus du débat légitime en démocratie sur la manière d'assurer la sûreté publique, mais bien d'une volonté de désigner comme a priori dangereuses des personnes en raison de leur origine ou de leur situation sociale.

Nous n'accepterons sous aucun prétexte que le nécessaire respect des lois protégeant les personnes et les biens, soit utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires.

La CGT Ile de France appelle l'ensemble des salariés de la région à se manifester haut et fort, le 4 septembre à 14h sur la place de la République, pour s'opposer aux stratégies de stigmatisation et de discrimination et aux logiques de « guerre » qui menacent la société.

**La CGT appelle à manifester
Samedi 4 septembre
14H00 place de la République
Paris**

